

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 04-3401

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SOCIETE NOURICIA

à

TROYES

ARRETE COMPLEMENTAIRE

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de l'environnement, Livre V – Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application, et notamment ses articles 3 et 18,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- VU** la circulaire d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 du Ministère chargé de l'écologie et du développement durable,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 avril 2004,
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 mai 2004 ,

CONSIDÉRANT que les études de dangers des installations de stockage de céréales soumises à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 doivent être complétées selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel suscité,

CONSIDÉRANT qu'il est prescrit par cet article des compléments d'études de dangers, en particulier sur les mesures prises en application des articles 6 à 15 inclus de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,

CONSIDÉRANT que ces compléments doivent être transmis en priorité pour les silos les plus sensibles en termes de risques,

CONSIDÉRANT que le projet a été porté à la connaissance de l'exploitant qui a formulé ses observations le 23 juillet 2004,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'Aube,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Etude des dangers

La société NOURICIA, dont le siège social est situé à TROYES, est tenue pour ses sites figurant en annexe au présent arrêté, de transmettre un complément afin de disposer d'une étude des dangers complète conforme à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus de l'arrêté du 29 mars 2004, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.

Cette étude sera adressée en deux exemplaires aux services préfectoraux avant le délai figurant en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V – Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : Recours

Le présent arrêté ne pourra être déféré que devant le Tribunal administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la Société NOURICIA à TROYES.

Une copie de ce dernier sera déposée aux archives des Mairies de BRIENNE LE CHATEAU, CHATRES, ESTISSAC, RONCENAY, SAINT MESMIN et SAINT PARRES LES VAUDES pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée. Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché à la porte des Mairies, pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le Maire à la Préfecture du département de l'Aube – Bureau de l'Environnement.

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,
- M. le Sous-Préfet de BAR SUR AUBE,
- M. le Sous-Préfet de NOGENT SUR SEINE,
- M. le Maire de BRIENNE LE CHATEAU,
- M. le Maire de CHATRES,
- M. le Maire de ESTISSAC,
- M. le Maire de RONCENAY,
- M. le Maire de SAINT MESMIN,
- M. le Maire de SAINT PARRES LES VAUDES,
- Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 19 AOÛT 2004
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Signé : Marie LOTTIER

**Echéancier de remise des compléments d'études de dangers
demandés par l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004**

Département de l'Aube

			Date de remise des compléments d'études de dangers :
Société	Communes	Dépt	
Nouricia	Châtres	10	30.09.2004
Nouricia	Estissac	10	28.02.2005
Nouricia	Saint Mesmin	10	31.12.2005
Nouricia	Saint Parres les Vaudes	10	31.10.2004
Nouricia	Roncenay	10	28.02.2005
Nouricia	Brienne le Château	10	31.10.2004
Aube	6 établissements		6 établissements